

# **MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**MAITRE D'OUVRAGE :**

**COMMUNE DE CLAIRY SAULCHOIX**

**Place de la mairie**

**80 540 CLAIRY SAULCHOIX**

Plateforme acheteur : <https://www.marchespublics596280.fr>

**Travaux de reconversion de l'ancienne école  
communale en salle multi activités**

**PE 03 – REGLEMENTATION DE LA CONSULTATION**

**Remise des offres le : 24/06/ 2025 A 12H00**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – ANALYSE DES OFFRES ET NEGOCIATIONS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 – CONDITIONS D’ENVOI DES OFFRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 : OBJET ET ENTENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 – Acheteur

**Commune de CLAIRY SAULCHOIX**

Place de la mairie

80 540 CLAIRY SAULCHOIX

Courriel : [benoit.dumeige@orange.fr](mailto:benoit.dumeige@orange.fr)

[marienoellepottier@yahoo.fr](mailto:marienoellepottier@yahoo.fr)

Correspondant : Monsieur Le Maire

Profil acheteur : <https://www.marchespublics596280.fr>

### 1.2 - Objet du marché

**Marché à pour objet: les travaux de reconversion de l'ancienne école de la communale de Clairy Saulchoix en salle multi activités.**

**Place de la mairie. 80540 CLAIRY SAULCHOIX.**

### 1.3 – Procédure de passation

Le présent marché est passé selon les modalités d'une procédure adaptée suivant le code la commande publique selon les Art. R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Le marché est décomposé en 14 lots.

- LOT 01 VRD ABORDS ASSAINISSEMENT
- LOT 02 GROS ŒUVRE – DEMOLITION
- LOT 03 OSSATURE - CHARPENTE BOIS – BARDAGE
- LOT 04 COUVERTURE ARDOISE
- LOT 05 MENUISERIES EXTERIEURES (aluminium)
- LOT 06 DOUBLAGE - ISOLATION - PLATRERIE
- LOT 07 MENUISERIES INTERIEURES bois
- LOT 08 CARRELAGE - FAIENCE
- LOT 09 FAUX PLAFONDS
- LOT 10 PEINTURE
- LOT 11 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE – CHAUFFAGE
- LOT 12 PLOMBERIE SANITAIRE - VMC
- LOT 13 SERRURERIE
- LOT 14 DESAMIANTEMENT

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots **avec un acte d'engagement spécifique à chaque lot.**

### 1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, si besoin afin de répondre aux qualifications demandées. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, ainsi que les assurances adaptées.

Nous rappelons que l'entreprise titulaire qui souhaite sous-traiter doit être assurée pour la partie sous-traitée. La sous-traitance totale est interdite.

La forme imposée par le Pouvoir Adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 1.6 - Visite sur site

La visite est obligatoire sur rendez-vous pour les lots

Lot 01 VRD

Lot 02 Gros œuvre

Lot 03 Charpente bois

Lot 04 Couverture

Lot 11 Electricité courant fort et faible

Lot 14 Désamiantage

Les candidats devront se rendre sur site.

Il n'y aura pas de certificat de visite mais une preuve du passage s'effectuera par un reportage photo qui sera à joindre au mémoire technique – le site est libre d'accès

#### 1.7 - Nomenclature communautaire

Classification CPV	
45000000-7	Travaux de construction

#### 1.8 – Tranches fermes et optionnelles

Sans objet

### **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés. Sa durée est de **7 mois** compris préparation, congés payés et intempéries, réception à compter de la date d'émission de l'ordre de service de préparation de chantier

Le calendrier d'exécution sera planifié par le maître d'œuvre, et sera exécutoire à compter de la date d'émission de l'ordre de service d'exécution des travaux.

#### 2.2 - Variantes et options

##### 2.2.1 – Variantes:

##### 2.2.2 – PSE Facultatifs

PSE Lot 01 VRD : plus value refecton complete des enrobes de la cour

PSE centrale intrusion au Lot 11 électricité :

PSE Equipement office de rechauffage au lot 12 PLOMBERIE SANITAIRE VMC

#### 2.3 – Validité des offres

Le délai minimum de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres finales.

#### 2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : fonds propres, emprunts et subventions

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution

#### 2.6 – Modification de détail.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### **ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS**

#### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est un groupement :

##### **Architecte :**

Yves Franck KIKI

#### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier OPC

Yves Franck KIKI

#### 3.3 - Contrôle technique

SOCOTEC **AGENCE AMIENS-DURY**

Centre Oasis - Bâtiment Passiflore 1 allée de la Pépinière 80480 DURY

Missions de contrôle technique

- périmètre bâtiment et VRD - LP – SEI – HAND – F – Pha – Th
  - AV
  - Attestation HAND
  - Présence à la commission sécurité
- CONSUEL

#### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

SOCOTEC **AGENCE AMIENS-DURY**

Centre Oasis - Bâtiment Passiflore 1 allée de la Pépinière 80480 DURY

#### 3.5 – Etude de sol Mission G2 AVP

### **ECR ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

#### 4.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

Pièces écrites :

Pièces graphiques :

#### 4.2 – Dossier de consultation dématérialisé

Les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires sur la plateforme

<https://www.marchespublics596280.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats :

- Fichiers compressés au standard .zip

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de

l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

### **ARTICLE 5 : PRESENTATION DES OFFRES**

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. L'unité monétaire est l'euro (€) et que les données numériques seront exprimées selon les unités du système métrique international.

#### 5.1 – Dossier administratif vous devez remettre un fichier par document

A / Lettre de candidature **DC 1** (ou équivalent)

B/ Justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Pouvoir, statuts, extrait kbis ...);

C/ **DC2**

D/ **L'attestation sur l'honneur**

E/ **Certificats de qualifications professionnelles**

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen et peut s'appuyer sur des documents justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (sous-traitance) – fournir le DC4

F/ **Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature**

G/ **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (DC2)**

Le candidat fournira les CV et/ou titres d'études du personnel d'encadrement et technique

H/ **Une liste de références d'équipements équivalents sur les 3 dernières années, déterminées au regard des Références et compétences comparables au projet similaire.** Conformément à l'article 3 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. (Projet datés et chiffrés avec coordonnées des maîtres d'ouvrages)

I/ **Si le candidat est en redressement judiciaire**, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet

J/ Une attestation selon laquelle il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

K/ **Attestations d'assurances** en cours de validité pour les risques professionnels liés à l'exécution de la prestation – responsabilité civile et décennale

L/ Relevé d'Identité Bancaire

Les candidats pourront utiliser le DUME à rédiger en langue française.

Les formulaires DC sont téléchargeables sur le site suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir

adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Capacités des autres opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature :

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, l'opérateur économique devra joindre les mêmes documents que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur, hormis le DC1 pour le cotraitant et les pièces fiscales et sociales pour le sous-traitant.

REMISE DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES ET DE DECLARATION DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE RETENU

Le marché ne peut être attribué à l'opérateur économique retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation ainsi que la déclaration de lutte contre le travail dissimulé (DC6 ou équivalent), dans un délai de 8 jours ouvrable, à compter de la réception de la demande de l'établissement formulée par courrier, télécopie ou e-mail. Sans réponse de sa part dans le délai imparti, son offre ne sera pas retenue.

L'opérateur économique, titulaire du marché, s'engage pendant la durée de celui-ci à fournir l'attestation sur l'honneur d'emploi régulier des salariés

## 5.2 – Contenu du dossier offre

1/ Acte d'engagement avec ses éventuelles annexes

2/ Cadres DPGF **sous format XLS** et PDF

3/ Mémoire technique pour tous les lots.

et pour les lots 01 02 03 08 09 et 11 – visites du site avec photos du site à joindre en accompagnement de l'attestation de visites

Lot 01 VRD

Lot 02 Gros œuvre

Lot 03 Charpente bois

Lot 04 Couverture

Lot 11 Electricité courant fort et faible

Lot 14 Désamiantage

## **ARTICLE 6 : ANALYSE DES OFFRES ET NEGOCIATIONS**

### 6.1 – Analyse des offres

Le maître de l'ouvrage choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants :

CRITERES	PONDERATION
Prix	60 %
Valeur technique de l'offre	40 %

En cas d'égalité parfaite entre 2 candidats le critère prix sera prépondérant

**Les points seront attribués de la façon suivante :**

**A - sur le critère « Prix » jugement sur un total de 100 points pondéré à 60%**

Ce critère fait l'objet des sous pondérations suivantes :

**70 points** sont attribués à la valeur financière de l'offre, telle que mentionnée dans l'acte d'engagement. L'entreprise la moins-disant obtient le nombre de points maximum, c'est-à-dire 70 points sous réserve de prix anormalement bas.

Les autres entreprises reçoivent des points au prorata de l'écart de prix entre leur offre et l'offre la moins-disante selon la formule suivante :

$$N = 70 \times \frac{(\text{Montant de l'offre la moins-disant})}{(\text{Montant de l'offre considérée})}$$

**30 points** sont attribués pour le respect du cadre D.P.G.F, ce sous critère sera jugé au vu de la complétude et du respect des lignes de la DPGF, ainsi que la qualité de l'étude de prix jugée au vu de la cohérence entre les prix et les quantités

**Note « prix »** = somme des points attribués pour chacun des sous critères x 60%

#### **B - sur le critère « Valeur Technique jugement sur un total de 100 points décomposé comme suit et pondéré à 40%**

Le total correspondra à la somme de ces notes et un classement sera établi en fonction de la note la plus élevée à la moins élevée déterminant l'entreprise qui aura fourni le mémoire technique le plus complet.

**Devront figurer dans le mémoire technique :**

##### **-Méthode et organisation du chantier – 20 points**

L'entreprise doit définir

- \*ses principes d'autocontrôles, sa démarche qualité
- \*son mode de fonctionnement avec les partenaires de l'acte de construire (bureau de contrôle, CSPS, BE, OPC ...) et les autres entreprises du chantier
- \*son mode opératoire afin de garantir la prise en compte de la contrainte site en utilisation avec le tennis

- **Description des moyens humains et matériels affectés au chantier** : compétences de l'équipe et notamment du responsable de chantier fournir les CV et matériels affectés au chantier – **20 points**

##### **- Hygiène et sécurité sur le chantier – 30 points**

L'entreprise doit définir

- \*son mode opératoire afin de garantir la prise en compte de la contrainte site occupé et le travail aux abords de la cantine et des cours de récréation
- \*les mesures prises dans son organisation de chantier pour réduire les nuisances
- \*les mesures prises pour la protection de l'environnement et le nettoyage en continu du chantier

##### **- Délais d'exécution – 30 points**

L'entreprise doit définir son mode opératoire sur site permettant de respecter le calendrier travaux du marché

##### **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles L.2152-5, L2152 et R.2152-3 à 5 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse au pouvoir adjudicateur, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts des marchés subséquents.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, le pouvoir adjudicateur pourra le rejeter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve formellement le droit de ne pas donner suite aux offres **incomplètes et à la consultation de manière générale.**

#### **6.2 – Négociations**

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de négocier chaque lot selon les critères du présent règlement de consultation énoncés ci-avant.

#### **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES**



La réponse à la consultation se fait exclusivement par voie dématérialisée.

**Date limite de réponse le 24/06/2025 à 12H00**

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes seule la dernière offre reçue sera analysée dans les conditions

du présent règlement.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur. <https://www.marchespublics596280.fr>

La transmission par courriel est interdite.

Les candidats seront invités à s'authentifier sur le site et notamment à indiquer une adresse électronique (mail) permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi de l'information mais aussi pour d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support matériel doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres, à l'adresse suivante :

**Commune de Clairly Saulchoix**  
**Place de la mairie**  
**80 540 Clairly Saulchoix**

Correspondant : Monsieur Le Maire

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde peut être ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la collectivité dans les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par la collectivité.
- Lorsque la candidature est reçue de façon incomplète, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 de l'arrêté suscité, elle est détruite.

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer en version papier, l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### 8.1 – Informations administratives et techniques

En application de l'article R2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux candidats 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant que les candidats en aient fait la demande au plus tard 8 jours avant cette date limite.

Les demandes de renseignements administratifs et techniques seront à déposer sur la plateforme de dématérialisation :

<https://www.marchespublics596280.fr>

#### 8.2 – Règlement des différends

En cas de litige, le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif d'Amiens Nom officiel : Greffe du Tribunal administratif d'Amiens

Adresse postale : 14 rue Lemerchier - 80000 AMIENS Courrier électronique (e-mail) : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr) Téléphone : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71